

Marché de prestations de services

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Exploitation et maintenance
multi-technique du Centre de Rétention
Administrative CRA 1
de Lyon Saint-Exupéry (69)
référence MI-SGAMI69-DI-2024-003**

Sommaire

1. Objet du marché, dispositions générales.....	5
1.1. Objet.....	5
1.2. Décomposition du marché.....	5
1.3. Définition des intervenants.....	5
1.4. Représentation des parties.....	5
1.5. Durée du marché.....	6
1.6. Reconduction.....	6
1.7. Réalisation de prestations similaires.....	6
1.8. Informations complémentaires.....	6
1.9. Sous-traitance.....	9
1.10. Contraintes d'accès.....	10
1.11. Définition des intervenants.....	10
2. Pièces constitutives.....	11
3. Forme des notifications et informations au titulaire.....	11
4. Prix, variation du prix.....	12
4.1. Mode d'établissement du prix.....	12
4.2. Nature du prix.....	12
4.3. Contenu des prix.....	12
4.4. Forme et variation du prix.....	13
4.5. Clause de sauvegarde.....	14
4.6. Prestations hors forfait.....	14
5. Avance.....	15
6. Règlement des comptes.....	15
6.1. Transmission des demandes de paiement.....	15

6.2. Modalités de règlement du prix.....	16
6.3. Demandes de paiement.....	16
6.3.1. Demande de règlement partiel définitif.....	16
6.3.2. Solde du marché.....	17
6.4. Délais de règlement.....	18
6.5. Intérêts moratoires.....	18
6.6. Règlement en cas de cotraitants.....	18
7. Délais - Pénalités et primes.....	18
7.1. Définitions des pénalités.....	18
7.2. Retard dans l'exécution de la maintenance préventive.....	19
7.3. Non-respect des dates d'intervention programmées définies au CCTP.....	19
7.4. Dépassement du délai d'intervention défini au CCTP.....	19
7.5. Délais de remise en état provisoire et définitive définis au CCTP.....	19
7.6. Délai d'établissement d'un diagnostic défini au CCTP.....	20
7.7. Répétition des défaillances pour un équipement.....	20
7.8. Absence aux réunions.....	20
7.9. Documents non remis.....	20
7.10. Non tenue à jour des documents techniques définis au CCTP.....	21
7.11. Non présentation des documents.....	21
7.12. Non mise en service et mise à jour du logiciel de GMAO.....	21
7.13. Non restitution des documents techniques en fin de marché.....	21
7.14. Non traitement des réserves émises par les organismes de contrôle.....	21
7.15. Non-respect du cahier des exigences.....	21
7.16. Autres pénalités.....	22
8. Modalités d'exécution du marché.....	22
8.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	22

8.2. Conditions d'exécution des prestations.....	22
8.3. Documents à fournir après exécution.....	22
9. Constatation de l'exécution des prestations.....	22
9.1. Opérations de vérification.....	22
9.2. Décision.....	23
9.3. Informations complémentaires.....	23
10. Assurances.....	24
11. Clause de réexamen.....	24
12. Différends et litiges.....	25
13. Résiliation.....	25
14. Dérogations au CCAG applicable.....	27

1. Objet du marché, dispositions générales

1.1. Objet

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet : L'exploitation et la maintenance multi-technique du Centre de Rétention Administrative 1 (CRA 1) de Lyon St Exupéry.

La description et les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2. Décomposition du marché

Le présent marché est non alloté dans la mesure où la dévolution des prestations en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations et permet une uniformisation des procédures de maintenance et d'intervention pour les dépannages.

1.3. Définition des intervenants

Le pouvoir adjudicateur est l'État – Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, représenté par Madame la Préfète Déléguée pour la Défense et la Sécurité auprès de Madame la préfète de la Zone de Défense sud-est, Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes, Préfète du Rhône.

La conduite d'opérations et la maîtrise d'ouvrage est assurée par le SGAMI Sud-Est – Direction de l'Immobilier – Bureau Exploitation Maintenance.

Le « Responsable du Suivi de l'Exécution du Marché » sera désigné par le sigle « RSEM » .

Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.

Le responsable du suivi et de l'exécution du marché se réserve la possibilité de confier à une société spécialisée une mission d'Assistance et de Conseil pour le suivi de l'Exploitation et de la Maintenance (A.C.E.M). Cette société sera chargée d'assurer le contrôle de la qualité des prestations, la recherche de l'amélioration dans les méthodes de travail en relation avec le TITULAIRE.

1.4. Représentation des parties

Dès la notification du marché, le titulaire et le donneur d'ordre désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie

cette désignation au donneur d'ordre ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

1.5. Durée du marché

La durée est définie dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché court à compter de la date fixée par l'OS de démarrage.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

1.6. Reconduction

Le marché ne fera pas l'objet de reconduction.

1.7. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R 2122-7° du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.8. Informations complémentaires

OFFRE DE BASE

Les prix des prestations objets du marché sont ceux de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) et du bordereau des prix unitaires (BPU).

CONTENU DES PRIX

Chaque prix du marché est un prix plafond qui comprend toutes les sujétions découlant des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée.

Le Titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et a élaboré ses prix en connaissance de cause.

PRIX FORFAITAIRES

Les prestations définies dans le présent CCAP et dans le CCTP sont réglées à prix forfaitaires.

Les prix forfaitaires sont indiqués dans la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF).

Les prix faisant l'objet du présent marché sont réputés comprendre notamment la rémunération de toutes les dépenses liées au contrat, y compris les frais généraux, les frais d'assurance, les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la fourniture et à l'entretien des matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Les prix forfaitaires annuels correspondent aux prestations d'exploitation et de maintenance multitechnique des installations et ouvrages. Ils sont présentés sous la forme d'une décomposition par section d'une part et d'une décomposition par type de prestation d'autre part. Ces prix comprennent les frais correspondant à l'obligation faite au Titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des opérations d'exploitation et de maintenance soit :

- La prise en compte des installations et la mise en place du marché durant la première année du marché ;
- La conduite et la surveillance des installations ;
- La maintenance préventive et systématique jusqu'au niveau 4 inclus ;
- Les interventions de dépannage quels que soient le jour et l'heure ;
- La maintenance corrective jusqu'au niveau 5 inclus ;
- La maintenance corrective, quels que soient le niveau et l'heure, découlant d'un manque de rigueur ou de suivi de la maintenance préventive ou à une défaillance due à une faute du titulaire ;
- Les prestations particulières telles qu'elles sont décrites dans le CCTP ;
- L'établissement des diagnostics et des propositions de solutions correspondantes ;
- La fourniture des consommables et pièces de rechange d'un montant unitaire inférieur ou égal à TROIS CENTS EUROS (300) euros hors taxes, remise fournisseur déduite et avant application du coefficient du titulaire, et qui sont nécessaires à l'exécution des prestations définies ci-dessus ;
- La fourniture des moyens d'accès et équipements de sécurité du personnel pour les travaux en hauteur ;
- Les frais de communications téléphoniques vers l'extérieur du site ;

- La fourniture et la tenue à jour des documents d'exploitation ;
- La tenue à jour de la documentation technique ;
- La participation aux réunions périodiques ou extraordinaires ;
- La maintenance et l'exploitation de l'outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) ;

Pour l'ensemble des installations et ouvrages définis au CCTP.

PRESTATIONS HORS FORFAIT

Les prestations définies dans le présent CCAP et dans le CCTP sont réglées à prix unitaires appliquées aux quantités réellement livrées et exécutées.

Les prestations hors forfait correspondent à des prestations exceptionnelles ou optionnelles. Il s'agit soit d'opérations de maintenance corrective jusqu'au niveau 4 inclus, soit d'éventuelles petites améliorations ou modifications que le pouvoir adjudicateur a décidé d'entreprendre.

Ces prestations font l'objet d'un ordre de service du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de procéder à une mise en concurrence pour ces prestations.

En cas de présentation de tarifs supérieurs au prix moyen du marché économique ou en cas de dépassement du BPU dont les taux maximum sont arrêtés au contrat, le service ordonnateur est délié de l'exclusivité contractuelle.

Les prix des prestations hors forfait sont rémunérés sur commande spécifique sur la base des prix, taux horaires et coefficients figurant sur la liste des prix unitaires, ou sur devis acceptés, ceci au choix du pouvoir adjudicateur.

Les opérations de maintenance corrective urgentes jusqu'au niveau 4 inclus, seront rémunérées après l'établissement d'un devis et selon le détail des heures réelles passées du personnel, attesté par un attachement signé du pouvoir adjudicateur et sur la base des prix des pièces et matières premières attestés par les factures fournisseurs, affectées du coefficient d'entreprise contractuel. Le coût total (pièce et main d'œuvre) de toute opération rémunérée dans le cadre de cet alinéa n'excédera pas 20% du prix forfaitaire global annuel.

Si une opération risquait d'atteindre ou de dépasser ce montant, le Titulaire en avertirait sans délai le pouvoir adjudicateur qui déciderait s'il y a lieu de prendre d'autres dispositions (mise en concurrence). A défaut de cet avertissement, le Titulaire encourt le risque de voir sa facture limitée au plafond ci-dessus.

Les pièces de rechanges seront réglées sur la base des prix attestés par la facture du fournisseur (remise déduite) affectés du coefficient d'entreprise contractuel.

1.9. Sous-traitance

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS de 2021.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance - DC4 joint au dossier -, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le titulaire joindra également :

- une copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire du sous-traitant ;
- un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an ;
- l'état annuel (imprimé NOT12) attestant de la régularité fiscale et sociale du sous-traitant au 31 décembre de l'année précédant la date à laquelle intervient la demande d'agrément du sous-traitant ou l'ensemble des liasses fiscales (IR, IS, TVA) et sociales (URSSAF, congés payés, caisse maladie, caisse vieillesse) ;
- une attestation d'assurance de responsabilité civile du sous-traitant ;
- une attestation du contrat de sous-traitance (selon modèle joint au DCE) ;
- une attestation de confidentialité (à remplir par le sous-traitant sur le modèle de l'engagement de confidentialité entreprise joint au DCE).

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du C.C.A.G. FCS du 19 janvier 2009, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Les déclarations de sous-traitance devront être présentées conformément au modèle de DC4 joint en annexe du CCAP.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter

leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du donneur d'ordre un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies dans ce document à l'article qui y est relatif, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS. Notamment, le donneur d'ordre notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.

1.10. Contraintes d'accès

Le titulaire s'engage à prendre les mesures pour :

- Donner préalablement à toutes interventions, les identités des personnes susceptibles d'intervenir sur le site (fournisseurs et sous-traitants également) ainsi que les numéros d'immatriculation des véhicules au moins 7 jours ouvrés avant la date d'intervention.
- Identifier clairement toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur le site (tenues, badge,... etc.). Une liste "personnel" sera tenue à jour et diffusée au SGAMI Sud-Est, chargé de la conduite d'opération. Elle devra être initiée dès la notification du marché. Tous les salariés, y compris les sous-traitants, devront être pourvus de cartes d'identification professionnelle BTP.

1.11. Définition des intervenants

Le pouvoir adjudicateur est l'Etat – Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, représenté par Monsieur le Préfet Délégué pour la Sécurité et la Défense auprès de Monsieur le Préfet de la Zone de Défense sud-est, Préfet de la Région Rhône-Alpes, Préfet du Rhône.

La gestion du marché est assurée par le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Rhône.

Le « Responsable du Suivi de l'Exécution du Marché » sera désigné par le sigle « RSEM ».

Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.

Le responsable du suivi et de l'exécution du marché se réserve la possibilité de confier à une société spécialisée une mission d'Assistance et de Conseil pour le suivi de l'Exploitation et de la Maintenance (A.C.E.M). Cette société sera chargée d'assurer le contrôle de la qualité des prestations, la recherche de l'amélioration dans les méthodes de travail en relation avec le titulaire.

2. Pièces constitutives

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :
 - L'Acte d'engagement (AE);
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) .

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la forme suivante qui permet d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté.
Échanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes :
via courriel avec accusé de réception du mail transmis par le soumissionnaire à la Direction de l'Immobilier du SGAMI Sud-est lors de la réception du courriel de notification.
Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

Informations complémentaires

La notification d'une décision ou communication peut être faite par ordre de service. Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Des prestations complémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires en cours d'exécution du marché pourront le cas échéant être contractualisées dans le cadre d'un avenant.

4. Prix, variation du prix

4.1. Mode d'établissement du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

Les prix des prestations forfaitaires objets du marché sont ceux de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF).

4.2. Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées, comme précisé à l'acte d'engagement, par des prix globaux et forfaitaires dont le libellé est détaillé à l'état des prix forfaitaires et par des prix unitaires selon le bordereau des prix unitaires.

Le contenu des prestations forfaitaires est décrit au chapitre 3.5 du CCTP.

4.3. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre du présent marché conclus en groupement :

- En cas de cotraitance solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de

coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prestations seront réglées par application du montant global et forfaitaire, au prorata de l'avancement des prestations.

4.4. **Forme et variation du prix**

Le présent marché est passé à prix révisibles par application d'une formule et sur la base de prix unitaires dans le bordereau de prix unitaires (BPU). Les conditions de variation des prix sont définies dans le présent CCAP.

Les prix sont fermes durant la première année du marché et sont révisibles à chaque date anniversaire de notification du marché, sur la base des derniers indices connus et publiés. A cet effet le titulaire établit la facturation avec le montant de révision de prix adéquate.

Les prix initiaux sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois « mois zéro » (M0) indiqué sur la première page de l'acte d'engagement.

A la demande de l'Administration, le titulaire adressera à l'Administration, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par la plateforme des marchés de l'État, PLACE, le détail du calcul de ses révisions de prix (avec date, signature et cachet de la société) :

- **soit** à l'adresse suivante :

SGAMI SUD-EST - Direction de l'Immobilier - Bureau Exploitation Maintenance

Adresse postale : Le Gouverneur - 215 rue André Philip – 69421 LYON Cédex 03.

- **soit** sur la plateforme des marchés de l'État, PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La révision se fait par application de la formule suivante :

$$P = PoA (0.15 + 0.70 [ICHT - IME] / [ICHT - IMEoA] + 0.15 FSD1 / FSD1oA)$$

dans laquelle :

P = prix hors taxes révisé ;

PoA = prix hors taxes initial pour les prestations de l'année de notification du marché ;

ICHT - IME = valeur au mois de référence de l'année N de l'indice du coût horaire du travail tous salariés, dernier indice connu et publié à la date de révision ;

ICHT - IMEoA = valeur de l'indice ICHT - IME au mois « mois zéro » :

FSD1 = valeur au mois de référence de l'année N de l'indice des frais et services divers catégorie 1,

dernier indice connu et publié à la date de révision ;

FSD1o = valeur de l'indice FSD1 au mois « mois zéro »

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Le « mois zéro » (M0) est défini à l'article 6.1 de l'acte d'engagement.

En cas de changement d'indice décidé par l'INSEE, les parties conviennent de substituer l'indice d'origine par l'indice INSEE de la série équivalente. Les disparitions d'indices sont traitées par voie d'acte modificatif.

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause ci-dessus s'appliquera avec un mois M₀ correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché.»

4.5. Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'évolution de la conjoncture économique ou d'un des paramètres constitutifs des formules de révision ci-dessus venait à modifier d'une manière sensible l'équilibre du contrat pour l'une quelconque des deux parties, ces dernières conviennent de se rencontrer afin de réexaminer l'ensemble des paramètres de la rémunération.

Sera notamment considérée comme un événement nécessitant le réexamen de l'équilibre du contrat, toute variation en plus ou en moins de plus de 5 % du montant global forfaitaire.

En cas de désaccord, le marché pourra être résilié sans compensation financière du Titulaire.

4.6. Prestations hors forfait

Les prestations hors forfait correspondent aux prestations telles que décrites au CCTP, à savoir :

- La fourniture et pose des pièces de rechange au-dessus du seuil de 300 € HT euros hors taxes conformément au tableau établi dans l'article cité supra ;
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité des équipements avec les règlements applicables ;
- Les travaux de transformation, de restructuration ou de modification des ouvrages.

La Personne Publique se réserve la possibilité de procéder à une mise en concurrence pour ces prestations.

Les prestations hors forfait font l'objet d'un devis présentant de manière détaillée :

- L'objet des travaux concernés : avec le détail technique ;
- Le nombre d'heure par niveau de qualification et les taux horaires correspondant,
- Le détail technique des pièces et fournitures mises en œuvre avec leur prix d'achat et le coefficient appliqué par le Titulaire.

Les prix indiqués dans les devis sont calculés sur la base de la liste des Prix Unitaires (DPGF).

Le coefficient applicable aux prestations sous traitées de la "décomposition du Prix global et Forfaitaire – (DPGF) Bordereau des Prix unitaires - (BPU)" comprend toute action annexe induite pour l'exécution de cette prestation telles que, entre autre, la gestion administrative, le suivi de chantier, les divers frais de gestion...

Ces éléments ne pourront pas faire l'objet d'une ligne de devis supplémentaire.

Les prestations hors forfait sont réalisées après acceptation du devis par la Personne Publique.

Le Titulaire doit être en mesure de fournir l'ensemble des justificatifs demandés par la Personne Publique (ex : factures d'achat, factures fournisseur, etc...), permettant de s'assurer du coût de revient.

5. Avance

-Le présent marché n'ouvre pas droit à l'avance forfaitaire.

6. Règlement des comptes

6.1. Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

- Dans le respect de l'article 25 de la loi sur la Modernisation de l'Économie, le ou les titulaires(s) doivent procéder à l'envoi de leurs factures en mode dématérialisé. Les éléments des descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange de ce mode de transmission sont accessibles sur le portail CHORUS PRO accessibles à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/login/auth>.
- Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les entreprises ont toutefois l'obligation de recourir à la facturation en ligne.

6.2. Modalités de règlement du prix

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG applicable, les précisions ci-dessous sont apportées.

Le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations le mois précédent par le titulaire.

6.3. Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.6 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après exécution et décision d'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur.

6.3.1. Demande de règlement partiel définitif

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.4 et 11.8 du CCAG applicable ainsi qu'à l'article "Demande de paiement" du présent document, par le titulaire, dans un délai de 45 jours à compter de chaque décision distincte de réception des prestations ou dans un délai de 10 jours suivant la parution de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde ou de la révision définitive, si celle-ci est postérieure.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- un récapitulatif des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte ;
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant ;
- aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ; au solde du règlement partiel définitif.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- les références du marché ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;

- l'application de la révision de prix ;
- la retenue de garantie, établie conformément à la réglementation en vigueur ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le cas échéant le numéro du ou des bons de commande et du ou des bons de livraison.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

6.3.2. Solde du marché

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'article "Demande de paiement" du présent document et à l'article 11.8 du CCAG applicable, par le titulaire :

- dans un délai de 30 jours à compter soit de la décision de réception des prestations soit de la dernière décision de réception distincte en cas de règlement partiel définitif
- ou, **par dérogation à l'article 11.8 du CCAG applicable**, dans un délai de 10 jours suivant la parution de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde ou de la révision définitive, si celle-ci est postérieure.

Lorsqu'il y a eu paiement de règlements partiels définitifs, le titulaire transmet un décompte pour solde qui comporte, deux parties :

- un récapitulatif des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte ;
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant : aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- au solde du marché le cas échéant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement qui comporterait des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

6.4. Délais de règlement

Les délais dont dispose le donneur d'ordre ou son représentant pour procéder au règlement des acomptes/règlements partiels définitifs éventuels et du solde sont fixés à l'article 8 de l'acte d'engagement.

6.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

$$IM = M * J/365 * \text{Taux IM} + F$$

IM : Montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6.6. Règlement en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

7. Délais - Pénalités et primes

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

7.1. Définitions des pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, les modalités d'application des pénalités de retard sont les suivantes :

- Toutes ces pénalités sont cumulables ;
- Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la

- pénalité la plus forte est prise en considération ;
- Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures ;
- Le titulaire s'oblige à déduire de ces facturations le montant des pénalités qui lui est signifié par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- Par mois, les pénalités sont limitées à un maximum du douzième du prix total hors taxes figurant dans la D.P.G.F ;
- Les pénalités décrites ci-après sont fermes sur la durée du marché et sont déduites sur le montant hors taxes de la demande d'acompte mensuel.
- L'application des pénalités a lieu dès le premier euro et se fait par simple constatation par le représentant du pouvoir adjudicateur qui informera le titulaire.

7.2. Retard dans l'exécution de la maintenance préventive

En cas de retard de plus de deux (2) semaines dans l'exécution de la maintenance préventive par rapport au planning prévisionnel établi, une pénalité de deux cent cinquante (250) euros sera appliquée par jour de retard excédant le délai.

7.3. Non-respect des dates d'intervention programmées définies au CCTP

Le non-respect des dates d'interventions programmées, hors entretien préventif, (non-respect non signalé 48 heures à l'avance) implique une pénalité de cent (100) euros par jour de retard.

7.4. Dépassement du délai d'intervention défini au CCTP

En cas de dépassement contractuel d'intervention ou du délai de remise en état provisoire lors des interventions d'urgence à la suite d'une défaillance, une pénalité de cent (100) euros par heure de retard et par défaillance, temps compté en heures entières par excès, sera appliquée au titulaire.

Tout décalage supérieur à deux (2) semaines pour la date de réception définitive liée aux plannings de mise en œuvre GMAO implique une pénalité de trois cents (300) euros par semaine supplémentaire de retard jusqu'à réception.

Les manquements prolongés sont notifiés au titulaire par un constat établi sur place et signé des deux parties. Le titulaire est tenu d'y remédier dans un délai de 48 heures, les pénalités prévues continuant à courir. Au-delà de ce délai, le RSEM peut prendre, aux frais du titulaire, les mesures nécessaires par d'autres moyens afin d'obtenir le fonctionnement normal des installations.

7.5. Délais de remise en état provisoire et définitive définis au CCTP

En cas de retard dans la remise en état provisoire et définitive, après panne des matériels ou équipements, ou fonctionnement défectueux dû à la panne de l'un des composants, le titulaire subit une pénalité modulée suivant la criticité du type de matériel ou équipement concerné, et appliquée dans les conditions suivantes :

- Pour les matériels ou équipements considérés comme essentiels, tout dépassement de délai entraîne l'application d'une pénalité uniforme de quatre cent cinquante (450) euros hors taxes par jour et par matériel ou équipement jusqu'à remise en état définitive de fonctionnement.

- Pour les autres matériels ou équipements, tout dépassement de délai entraîne l'application d'une pénalité uniforme de cent cinquante (150) euros hors taxes par jour et par matériel ou équipement jusqu'à remise en état définitive de fonctionnement.

- Pour la désincarcération ascenseur, tout dépassement de délai entraîne une pénalité uniforme de deux cents (200) euros par 1/4 d'heure de retard.

7.6. Délai d'établissement d'un diagnostic défini au CCTP

En cas de retard dans l'établissement d'un diagnostic après intervention du titulaire, dans le délai demandé par le RSEM, il subit une pénalité modulée suivant le type de matériel ou d'équipement concerné, et appliquée dans les conditions suivantes :

- Pour les matériels ou équipements considérés comme essentiels, tout dépassement de délai entraîne l'application d'une pénalité uniforme de quatre cent cinquante (450) euros par jour et par matériel ou équipement jusqu'à la fourniture du diagnostic pertinent correspondant ;
- Pour les autres matériels ou équipements, tout dépassement de délai entraîne l'application d'une pénalité uniforme de cent cinquante (150) euros par jour et par matériel ou équipement jusqu'à la fourniture du diagnostic pertinent correspondant.

7.7. Répétition des défaillances pour un équipement

A partir de la deuxième défaillance identique constatée sur un même équipement dans le mois qui suit une intervention de maintenance préventive ou corrective, une pénalité de trente (30) euros est appliquée pour chaque nouvelle défaillance et qui suivra.

7.8. Absence aux réunions

L'absence du représentant du titulaire et/ou du contremaître du titulaire aux réunions programmées implique une pénalité de cent (100) euros par personne et par retard ou absence.

7.9. Documents non remis

Le titulaire se voit appliquer une pénalité de cent cinquante euros (150) euros par semaine et par compte rendu non remis dans les délais suivants :

- Une (1) semaine pour les comptes rendus d'incidents, les plannings de maintenance

et les comptes rendus de conduite ;

- Deux (2) semaines pour les rapports trimestriels ;
- Trois (3) semaines pour les rapports annuels à compter de la date de remise définie au CCTP ou à défaut celle signifiée par le RSEM, date qui ne peut être antérieure.

Au-delà de la période de trois semaines définie pour le compte-rendu annuel, une pénalité de cent cinquante (150) euros par semaine supplémentaire de retard sera appliquée. Cette pénalité est étendue à sept cent cinquante (750) euros par semaine au-delà de deux (2) mois de retard.

7.10. Non tenue à jour des documents techniques définis au CCTP

La non-tenue à jour des documents techniques sur site entraîne pour chaque document une pénalité de cinquante (50) euros par document.

7.11. Non présentation des documents

Pour chaque document demandé non présenté, une pénalité de cent (100) euros est appliquée par jour de retard.

7.12. Non mise en service et mise à jour du logiciel de GMAO

Si le logiciel de GMAO n'est pas mis en service dans les 2 mois maximums suivant la notification du marché, une pénalité de cent (100) euros est appliquée par jour calendaire de retard.

Si la base de données de la GMAO n'est pas mise à jour pendant la durée du marché, une pénalité de cent (100) euros est appliquée par constat.

7.13. Non restitution des documents techniques en fin de marché

En cas de non restitution des documents définis, des logiciels et bases de données renseignées de la GMAO, le dernier jour du marché, une pénalité égale à 5% du prix global et forfaitaire annuel du marché total sera appliquée. Cette pénalité s'ajoute à toutes les pénalités en cours sans limitation

7.14. Non traitement des réserves émises par les organismes de contrôle

Le non-respect des prescriptions définies à l'article 3.2.5 du CCTP entraîne une pénalité de cent (100) euros hors taxes par jour de retard.

7.15. Non-respect du cahier des exigences

En cas de non-respect des exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), il subit une pénalité de soixante (60) euros à compter du jour où la négligence a été constatée.

7.16. Autres pénalités

En complément des stipulations ci-dessus, les pénalités suivantes sont applicables :

Pour toutes les autres pénalités non explicitement développées ci-dessus, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de cent-cinquante (150) euros par observations du Maître d'ouvrage ou de l'ATMO.

8. Modalités d'exécution du marché

8.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

8.2. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être exécutées dans les délais prévus à l'acte d'engagement. Les prestations seront réalisées dans les conditions du CCTP.

Les prestations seront réalisées à (aux) adresse(s) suivante(s) :

- Centre de rétention administrative 1 de Saint Exupéry (CRA1)

120 rue du Royaume Uni – 69125 Colombier-Saugnieu

8.3. Documents à fournir après exécution

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP.

9. Constatation de l'exécution des prestations

9.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG Fournitures Courantes et Services et dans les conditions particulières suivantes :

- Nature des opérations de vérification :

Le pouvoir adjudicateur procède aux opérations de vérifications qu'il estime

nécessaires. Il peut se faire aider en cela par une société d'Assistance et de Conseil à l'exploitation et la maintenance (ACEM).

- Les opérations de vérification peuvent revêtir soit la forme de visites du site, soit la forme d'essais de fonctionnement. Le pouvoir adjudicateur désignera le ou les responsables chargés des opérations de vérifications. Ceux-ci seront détaillés au CCTP.
- Lieux des opérations de vérification :

Centre de rétention administrative 1 de Saint Exupéry à Colombier-Saugnieu

Modalités de réalisation des opérations de vérification :

- Le titulaire doit se soumettre à l'organisation de suivi de la maintenance que le pouvoir adjudicateur met en place.
- Cette organisation a pour but de contrôler, la bonne exécution des prestations contractuelles et le suivi des travaux de dépannages et des réparations.
- Moment des vérifications : il sera fait application de l'article 33.2 du CCAG FCS.

9.2. Décision

La décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant conformément aux dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services - CCAG FCS.

9.3. Informations complémentaires

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements sera établi à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement, ainsi que les documents de maintenance et d'entretien à jour.

Il s'engage à initier le personnel du nouveau titulaire chargé de la conduite de la maintenance après expiration du marché pendant une durée de 30 jours ouvrables en communiquant les plans, documents et instructions reçus et en autorisant le personnel du nouveau titulaire à accéder aux installations avant expiration du marché.

10. Assurances

Le titulaire doit produire lors de la notification et à toute demande de la personne publique signataire du contrat, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie

Ainsi, le titulaire désigné dans le présent marché devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison ou l'exécution des prestations.

11. Clause de réexamen

Par application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, il est expressément prévu par le présent marché les clauses de réexamen suivantes :

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire, il sera procédé à la résiliation du marché pour faute.

12. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Lyon - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON Cedex 3.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

13. Résiliation

En cas de manquements graves ou répétés du titulaire à ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le contrat après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à la partie défaillante. Si la mise en demeure est restée sans effet au terme du délai qu'elle fixe, le marché sera résilié pour faute.

L'éviction du titulaire pourra être effectuée en cas de survenance des événements suivants (liste non exhaustive) :

- Sous-traitance non déclarée,
- Maintien en service d'un appareil avec un organe de sécurité non opérationnel,
- Action volontaire visant à inhiber le fonctionnement d'un dispositif de sécurité,
- Absence de marquage « CE » sur un dispositif de sécurité installé après le 24 août 2000,
- Modification ou falsification d'une plaque de caractéristique d'un dispositif de

sécurité,

- Absence d'essai annuel des éléments de sécurité,
- Fausses déclarations répétées sur le carnet d'entretien ou pour des levées de réserves.

A partir de la première année, le contrat pourra être résilié, compte tenu d'un préavis de deux mois si le titulaire du contrat fait l'objet de pénalités répétées durant les 12 derniers mois avant la résiliation.

Le calcul se fait à compter de la cinquième pénalité pour mauvais fonctionnement, défaut d'entretien, retard d'intervention, retard constaté sur la fréquence des visites périodiques sur un même ascenseur.

La rupture sera signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans contrepartie en pénalités.

Le présent contrat est signé exclusivement entre le titulaire et le CLIENT. En conséquence, toute modification des structures d'une des sociétés signataires affectant les termes ou conditions de réalisation du présent contrat devra faire l'objet de négociations entre les deux parties.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne donne lieu à aucune indemnité.

Les dispositions des articles 29 à 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Fournitures Courantes et Services (FCS) sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- **Par dérogation et en complément des articles 41 et 43.3 du CCAG FCS**, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10 %.
- En complément à l'article 41 du CCAG FCS, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le

paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Mesures coercitives - Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

La mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

14. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Fournitures Courantes et Services auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2. Pièces constitutives
11.8	6.3.2. Solde du marché
13.1.1	1.5 Durée du marché
14	7.1. Définition des pénalités
14.1.3	7. Délais- pénalités et primes
41	13. Résiliation
43.3	13. Résiliation

43.5	13. Résiliation
------	-----------------

- Annexe 1 : imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) ;
- Annexe 2 : attestation du contrat de sous-traitance ;
- Annexe 3 : engagement de confidentialité du sous-traitant.